

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
 En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
 Semaine du 16 janvier 2025

ZOOM : GUYANA – QUELS DEVENIR POUR LE SECTEUR ENERGETIQUE, QUEL DEFIS ET OPPORTUNITES POUR NOS ENTREPRISES ?	2
Bolivie	3
Les réserves internationales nettes auraient augmenté de 267 M\$, via l'acquisition d'or, tandis que la part des réserves en devises régresse	3
L'inflation annuelle est proche de 10 %, soit trois fois plus élevée que les prévisions des autorités	3
Fin 2024, la dette intérieure est cinq fois supérieure aux prévisions du gouvernement	4
Colombie	4
L'inflation a atteint 5,2 % en 2024	4
Le Peso Colombien (COP) s'est déprécié de 13,7 % en 2024 vis-à-vis du Dollar (USD)	4
Le salaire minimum augmente de 9,54 % en 2025	4
Equateur	5
L'inflation est en baisse pour le troisième mois consécutif	5
Le gouvernement ouvre la période de présentation d'initiatives privées sous forme de PPP	5
Le champ pétrolier Sacha sera mis en concession	5
Guyana	5
Reprise importante de l'extraction de bauxite	5
Pérou	5
L'inflation en 2024 atteint 1,97 % et se situe à son niveau le plus bas en quatre ans	5
La Banque centrale réduit le taux d'intérêt de référence à 4,75 %	5
Nouveau record d'appels d'offre adjugés par la modalité « Obras por impuestos »	6
Suriname	6
Critiques sur l'accord bauxite entre le Suriname et Chinalco	6
Venezuela	6
Augmentation de 21 % des revenus de PDVSA en 2024, et maintien de l'augmentation de production de pétrole	6
Les interventions de change de la Banque centrale représentaient plus de la moitié des réserves internationales	6
Dépréciation de 31 % du Bolivar vis-à-vis du Dollar Étatsunien en 2024	6
La croissance atteindrait 4,4 % en 2024	7
L'inflation termine l'année à 85% selon l'OVF	7
L'inamovibilité du travail se proroge de 24 mois	7
Le gouvernement proroge l'exonération de droits de douanes et de TVA jusqu'au 31 mars 2025	7

Zoom : Guyana – Quel devenir pour le secteur énergétique, quels défis et opportunités pour nos entreprises ?

La découverte d'importantes réserves de pétrole par ExxonMobil a donné une visibilité toute particulière au Guyana qui, depuis l'exploitation des premiers champs pétroliers, jouit de la plus forte croissance économique au monde. Ce pays du Plateau des Guyanes, d'environ 800 000 habitants, devrait ainsi offrir diverses opportunités ces prochaines années permises par la manne pétrolière. Seul Etat membre du Commonwealth en Amérique du Sud et avec l'anglais pour langue officielle, il reste un marché à part dans le sous-continent. Les règles de marché, quand elles existent (ce que les autorités définissent comme un « marché libéral »), restent encore relativement éloignées des standards internationaux. Entre mythe et réalité, quel devenir pour le secteur énergétique, quel défis et opportunités pour nos entreprises ?

1. De l'exploitation pétrolière aujourd'hui au fort potentiel gazier demain, le Guyana va jouir d'une importante manne d'hydrocarbures pour les 25 prochaines années

De 0,7 Mbj en 2025, la production de pétrole devrait passer à 1,2 Mbj d'ici à 2027. À cela s'ajoutent huit nouveaux blocs ayant fait l'objet de nouvelles mises aux enchères, actuellement en négociation. L'objectif du gouvernement guyanien est d'exploiter le maximum des ressources et dans les meilleurs délais pour ne pas être rattrapé par le déclin des hydrocarbures sur les marchés internationaux, menacés par l'ambition Net Zero.

Après les découvertes de pétrole, le gaz devrait constituer une prochaine frontière pour le Guyana. Le gaz produit *offshore* sera acheminé par *pipe on shore* pour alimenter un premier projet de centrale électrique thermique à gaz de 300 MW mais aussi pour du gaz de ville. Une seconde centrale de même capacité (300 MW) sera construite dans le futur. Avec l'utilisation de ce gaz issu des champs pétroliers *offshore*, le gouvernement espère, d'une part, devenir exportateur net d'électricité et, d'autre part, diviser par 10 le coût du KWh aujourd'hui compris entre 34 et 40 ct\$.

2. Le gouvernement vante la libéralisation de l'économie guyanienne, laissant officiellement la part belle au secteur privé

Le Guyana se présente comme le pays le plus libéral de la région tout en veillant au respect du droit international et au libre rapatriement des bénéfices vers les sièges des sociétés étrangères. Cette volonté de libéraliser l'économie guyanienne doit ainsi passer par le secteur privé. Le gouvernement encourage dès lors les partenariats entre les sociétés étrangères et les sociétés locales, pas seulement dans le secteur des hydrocarbures mais bien au-delà, et, par effet d'entraînement, encourage ainsi la diversification de l'économie, notamment les secteurs agricole et de la construction.

Si le gouvernement privilégie les appels d'offres internationaux, il n'exclut pas pour autant la possibilité d'analyser des offres spontanées d'acteurs de renommée internationale avec des offres concurrentielles et transparentes, permettant notamment de comparer aisément les propositions financières avec les prix internationaux et apprécier ainsi leur compétitivité. Si le secteur public (infrastructures notamment) est un axe de développement important, de nombreuses opportunités sont offertes par le secteur privé (secteur hôtelier à la fois pour les projets de traitement des eaux comme d'énergie solaire distribuée).

3. Le « local content act » ou le défi du contenu local dans une économie de 800 000 habitants non-préparée à ce boom économique

Une loi votée au parlement en 2021 encourage la constitution de partenariats entre entreprises étrangères et le secteur privé local. Se limitant à ce jour au secteur des hydrocarbures, elle vise 40 catégories d'activités et impose un minimum de contenu local : en fonction des secteurs i/ une majorité de 51% minimum pour le partenaire local au

capital de la coentreprise, ii/ une gouvernance constituée au minimum de 71 % de représentants locaux et iii/ l'obligation de recruter un minimum de 90 % de Guyaniens. Ce dernier point constitue l'un des éléments phare de cette loi. Cette exigence doit non-seulement permettre de créer de l'emploi localement mais également de faire monter en compétence la population locale vers des standards internationaux.

Si cette disposition est comprise par les investisseurs, elle présente néanmoins des défis importants à la fois parce que la main d'œuvre reste limitée, eu égard à la faible population du pays, mais également face à une population souvent non-qualifiée, faute de formations techniques ou d'ingénieurs dans ce secteur. Le gouvernement pourrait néanmoins revenir sur cette loi afin d'en étendre son champ d'action à d'autres secteurs de l'économie et pour faire évoluer certains seuils. L'ensemble des acteurs sont invités à faire valoir leurs arguments dans le cadre des consultations en cours.

4. Des défis logistiques importants et des contraintes d'espace aux abords du fleuve pèsent déjà sur le foncier à Georgetown

Enfin, des acteurs de la filière hydrocarbure implantés à Georgetown font part de contraintes en matière de logistique : **difficulté d'accès au foncier, peu de lignes maritimes** (une seule avec les États-Unis et une seule avec l'Europe), **déficit en infrastructures** (un seul pont-flottant, le plus long au monde, permet de joindre les deux rives du fleuve, un autre est en cours de construction) **ou encore l'absence de routes avec les pays limitrophes pèsent sur les chaînes d'approvisionnement et les flux logistiques onshore-offshore**, renchérissant le coût des produits.

Bolivie

Les réserves internationales nettes auraient augmenté de 267 M\$, via l'acquisition d'or, tandis que la part des réserves en devises régresse, selon le Président de la Banque centrale.

Le président de la Banque Centrale (BCB), Edwin Rojas, a informé qu'entre 2023 et 2024, les Réserves Internationales Nettes (RIN) ont augmenté de 267 M\$. **Cette augmentation est le résultat de la comparaison du niveau des réserves du début de l'année 2024 (1,7 Md\$) avec celui de décembre 2024 qui s'élevait à 1 976 M\$.** Selon le Président de celle-ci, la BCB a mis en œuvre diverses stratégies qui ont contribué à l'augmentation des RIN, dont **l'acquisition de 14,5 tonnes d'or pour une valeur de 1 218 M\$.** Cependant, selon les sources officielles, la part des réserves nettes en devises des RIN a diminué de 71 M USD en décembre 2024 pour atteindre 50 M USD. Selon les spécialistes, si cette tendance continue, la BCB devra commencer à vendre de l'or pour accroître la disponibilité en devises. Par ailleurs, des experts doutent de la véracité des données publiées par la Banque centrale, alors que le pays est en proie à une crise de change importante. Ainsi, **sur le marché parallèle, la brèche cambiaire a atteint 61 % ce 15 janvier.**

L'inflation annuelle est proche de 10 %, soit trois fois plus élevée que les prévisions des autorités.

L'Institut National de la Statistique (INE) a indiqué que la Bolivie a terminé l'année 2024 avec **une inflation cumulée de 9,97 %, la plus élevée depuis 2008, lorsque le pays avait enregistré une inflation de 11,8 %.** L'inflation annuelle enregistrée est supérieur aux **prévisions du gouvernement pour 2024 qui ciblait une inflation de 3,60%.** Gary Rodríguez, analyste économique et directeur de l'Institut bolivien du commerce extérieur (IBCE), estime que quatre facteurs sont responsables de la forte inflation en 2024 : **(i) l'impact du changement climatique sur la production agricole, (ii) les barrages routiers dus aux manifestations, (iii) l'approvisionnement irrégulier en carburant et (iv) la pénurie de dollar dans l'économie bolivienne.** Cependant, Fernando Romero, président de l'Association des économistes de Tarija, estime que **l'inflation pourrait être plus élevée.** Selon lui, la méthodologie de calcul basée sur le panier de consommation de base des ménages atténue la pondération de certains biens pour lesquels des augmentations de 20 à 30 % auraient été observées.

Fin 2024, la dette intérieure est cinq fois supérieure aux prévisions du gouvernement.

Selon les données analysées par le Collège d'Economistes de Santa Cruz, le gouvernement avait programmé une dette publique à 815 M\$ pour la fin 2024, mais a clôturé l'année à 4,6 Md\$, soit cinq fois plus. Cette situation ne devrait pas changer pas en 2025, la loi de finances pour 2025 (PGE 2025) prévoit un déficit budgétaire d'environ 5 Md\$, soit 9,2% du PIB. Pour couvrir ce déficit, il est prévu d'emprunter à l'extérieur jusqu'à 4 Md\$ pour le soutien budgétaire. Le ministère de l'économie a expliqué que la réduction des revenus provenant des exportations de gaz naturel, causée par l'épuisement des réserves, ainsi que le manque d'investissement dans l'exploration ont affecté de manière significative les finances publiques. Ce scénario a été aggravé par des facteurs tels que la pandémie de Covid19, la baisse de la demande de gaz en Argentine et les récents conflits sociaux et politiques. En 2025, le PGE atteindra 42,9 Md\$. Sur ce montant, les ressources obtenues par financement atteignent 11,9 Md\$, dont 73 % correspondent au crédit interne (8,7 Md\$) et 27 % au crédit extérieur (3,2 Md\$).

Colombie

L'inflation a atteint 5,2 % en 2024.

Pour mémoire, l'inflation atteignait 9,3 % en 2023. Le logement et les services publics sont le poste qui a le plus fortement contribué à l'inflation en 2024, à 7,0 % (2,1 pt% de contribution), notamment du fait de la contribution des loyers. Le poste « restaurants et hôtels » contribue également significativement à l'inflation en 2024, à 7,9 % (0,85 pt%). Pour mémoire, la cible d'inflation de la Banque centrale est de 3 % ± 1pt%. Par ailleurs, le conseil directif de la Banque centrale a décidé la baisse de 25 pdb le 26 décembre dernier, à 9,5 %.

Le Peso Colombien (COP) s'est déprécié de 13,7 % en 2024 vis-à-vis du Dollar Etatsunien (USD).

Selon les économistes de la banque Bancolombia, cette dépréciation est liée à la nervosité des marchés vis-à-vis de la situation des finances publiques colombiennes, contrastant avec la résilience de l'économie étatsunienne. Le COP s'est apprécié de 1,9 % du début de l'année 2024 au 18 mai dernier, dans le cadre de la baisse de l'incertitude quant à la politique publique colombienne et d'un différentiel de taux d'intérêt favorable. Toutefois, le COP s'est ensuite déprécié de 15,7% du 19 mai à la fin de l'année, dans le cadre des fortes incertitudes quant à la situation des finances publiques et à la flexibilisation de la politique monétaire colombienne, là où celle-ci devrait encore attendre aux États-Unis, renforçant la position de l'USD. L'entité bancaire prévoit un taux de change à 4 292 COP/USD en moyenne en 2025.

Le salaire minimum augmente de 9,54 % en 2025.

La décision annoncée par le Président Petro place le salaire minimum colombien à 1 423 000 COP (331 USD mensuels, 1 623 500 en incluant l'indemnité de transport, soit 377,5 USD). L'association regroupant les entreprises du commerce international, ANALDEX, a critiqué l'importance de l'augmentation, jugeant qu'elle impactera négativement l'économie formelle (informalité représente 55,4 % de la population active) et contribuera à l'inflation. La Colombie a le 2^e salaire minimum le plus faible de l'OCDE, derrière le Mexique.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-0,8%	+8,9%	1398
Change USD/COP	-0,8%	+10,0%	4294
Change EUR/COP	-4,6%	+1,6%	4418
Prix du baril (Brent, USD)	+6,3%	+5,2%	82,03

Equateur

L'inflation est en baisse pour le troisième mois consécutif

En décembre 2024, et pour le troisième mois consécutif, **l'inflation mensuelle a diminué de 0,99 % par rapport au mois de novembre 2024. Sur l'intégralité de l'année 2024, l'inflation s'est établie à 0,53 %, soit le taux le plus faible de la région.** Le poste « électricité » explique cette baisse prononcée (-0,96 %) en raison des ristournes accordées par le gouvernement au titre de la crise énergétique et, dans de moindres mesures, des postes « aliments » (-0,05 %) et « santé » (-0,01%). Le panier de la ménagère (calcul effectué sur la base d'une famille de quatre personnes avec 75 produits de base) s'est établi par ailleurs à 791,97 USD. **Le revenu mensuel d'un ménage (1,6 salaire de base) s'est établi à 858,67 USD.**

Le gouvernement ouvre la période de présentation d'initiatives privées sous la forme de PPP.

Le secrétariat aux partenariats public-privés a ouvert la période de présentation d'initiatives privées sous la forme de PPP, **pour la mise en place de projets proposés par le gouvernement et par les collectivités locales.** Les initiatives privées pourront être présentées **jusqu'au 31 mars prochain** et devront s'inscrire dans le cadre des exigences établies dans le guide général des PPP (www.appecuador.gob.ec/normativa/) ainsi que dans le Plan National de Développement.

Le champ pétrolier Sacha sera mis en concession.

Le gouvernement équatorien a autorisé la mise en concession du champ pétrolier Sacha, **le plus important du pays avec une production moyenne de 77 000 barils par jour, aujourd'hui géré par l'entreprise publique pétrolière Petroecuador.** Le décret présidentiel prévoit la cession du champ par Petroecuador au ministère de l'énergie qui sera chargé de la mise en concession. **Le gouvernement a reçu une proposition de concession de la part d'un consortium d'entreprises sino-canadiennes (Sinopec-New Stratus Energy)** qui serait à l'étude.

Guyana

Reprise importante de l'extraction de bauxite au Guyana

En 2024, **la production de bauxite au Guyana a augmenté de 225 % par rapport à 2023, atteignant 1,7 million de tonnes,** grâce aux investissements d'entreprises étrangères, dont **le groupe chinois Bosai Minerals.** Cette relance a permis la création de plus de 1 000 emplois. Avec un nouveau four à Linden et un projet de bauxite métallurgique, **la production annuelle pourrait atteindre 4,5 millions de tonnes dès 2025.**

Pérou

L'inflation en 2024 atteint 1,97 % et se situe à son niveau le plus bas en quatre ans.

Selon l'Institut National de Statistique (INEI), l'inflation au Pérou aurait atteint 1,9 % en 2024, ce qui **a permis à la Banque Centrale d'atteindre son objectif d'ancrer l'inflation à 2 % ± 1 pt%.** Cette inflation positionne le Pérou comme une des économies ayant l'inflation la plus faible au monde. Avec ce résultat de 2024, **le Pérou maintient la plus longue période d'inflation à un chiffre (moins de 10 %) en Amérique latine, soit 27 ans et 11 mois.** Ce résultat marque la plus longue période de stabilité monétaire depuis les années 1950 dans la région.

La Banque centrale réduit le taux d'intérêt de référence à 4,75 %.

Le conseil d'administration de la Banque centrale (BCRP) a décidé d'**abaisser le taux d'intérêt de référence de 25 points de base à 4,75 % lors de la première réunion de 2025.** Ainsi, le taux d'intérêt se rapproche du niveau estimé comme étant le taux neutre, a indiqué l'émetteur. L'entité monétaire a expliqué que la décision de réduire le taux de référence a pris en compte le fait qu'en décembre dernier, le taux d'inflation mensuel était de 0,11 % et que l'inflation sans les aliments et l'énergie était de 0,40 %. De même, le taux d'inflation sur douze mois a diminué de 2,3 pt% en novembre, à 2 % en décembre, le situant au

centre de la fourchette cible (cf. brève *supra*). Le conseil d'administration a déclaré qu'il serait particulièrement attentif aux nouvelles informations sur l'inflation et ses déterminants, y compris l'évolution de l'inflation de base, des anticipations d'inflation des acteurs économiques et de l'activité économique, afin d'envisager, si nécessaire, d'autres changements dans l'orientation de la politique monétaire.

Nouveau record d'appels d'offre adjugés par la modalité « Obras por impuestos » (Oxi)

L'agence de promotion des investissements privés (Proinversión) a révélé que les adjudications de projets d'infrastructure par le biais de la modalité « Obras por Impuestos » ou « ouvrages contre réduction d'impôts » ont établi un **record en 2024 atteignant un total de 126 projets pour un montant de 1,1 Md\$**. **L'agence a également révélé que 50 % des Oxi étaient liés au secteur de la santé**, 22 % à l'éducation et 13 % aux transports. Le directeur exécutif de Proinversión, José Salardi, a déclaré que les Oxi sont devenues une modalité à fort potentiel qui gagne de l'espace par rapport aux travaux d'infrastructures financés sur fonds ou endettement publics.

Suriname

Critiques sur l'accord bauxite entre le Suriname et Chinalco

L'Association des Économistes du Suriname (VES) a dénoncé le manque de transparence dans les négociations de l'accord signé avec la société chinoise Chinalco ([mentionné dans nos brèves N°45 du 28/11 dernier](#)) et la faible implication de la population dans le processus décisionnel. L'organisation s'inquiète des déplacements forcés de résidents dans la région de Bakhuis, questionnant leur légalité et l'impact sur la souveraineté nationale. **Elle a également pointé les faibles redevances prévues (3,5 % à 5 %) et les risques environnementaux majeurs**, appelant à une révision de l'accord pour garantir des bénéfices durables pour le pays.

Venezuela

Augmentation de 21 % des revenus de PDVSA en 2024 et maintien de l'augmentation de production de pétrole.

Le Venezuela aurait enregistré une augmentation de 13 % de ses exportations de pétrole sur l'année 2024, grâce à l'octroi par Washington de licences aux partenaires de PDVSA. **Les revenus de PDVSA se seraient élevés à 14,5 Md\$** soit une augmentation de 21 % entre janvier et novembre 2024 par rapport à la même période en 2023.

Par ailleurs, le rapport de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), publié le 15 janvier dernier, indique – pour décembre – **une production de 998 000 bpj (+38 000 bpj) selon les chiffres officiels, et de à 886 000 bpj (+9 000 bpj) selon les sources secondaires**. Le pétrole de référence vénézuélien (Merey à 16 degrés API) a enregistré une hausse de 1,28 USD/b en décembre par rapport à novembre, pour s'échanger à 61,13 USD/b, soit une moyenne annuelle de 65,26 USD/b (+0,86 USD vs. 2023).

Les interventions de change de la Banque centrale représentaient plus de la moitié des réserves internationales

Au cours de l'année 2024, les interventions de la Banque Centrale du Venezuela (BCV) dans le but de stabiliser le taux change du Bolivar (VES) vis-à-vis du Dollar Étatsunien (USD) auraient **atteint 5,6 Md\$, soit +20 % en g.a. (4,7 Md\$ en 2023)**. **Ce montant équivaldrait à 53 % de la collecte fiscale et douanière et à 55% des réserves internationales à la fin de 2024**.

Dépréciation de 31 % du Bolivar vis-à-vis du Dollar Étatsunien en 2024

Le Bolivar (VES) aurait perdu 30,9 % de sa valeur par rapport au dollar sur le marché officiel en 2024, **s'échangeant à 52 VES par USD le 2 janvier 2025 contre 35,9 VES pour 1 USD le 30 décembre 2023**. L'écart avec **le taux parallèle s'est fortement creusé**, le Bolivar ayant perdu plus de 70 % de sa valeur, en passant de 38,9 VES à 66,2 VES pour 1 USD

sur la même période. **Ainsi, les interventions de la Banque centrale, certes importantes, ne parviennent pas à stabiliser le cours du Bolivar et à limiter la brèche cambiaire** (cf. brève *supra*).

La croissance atteindrait 4,4 % en 2024

Le cabinet Ecoanalítica prévoit une croissance économique de 4,4 % en 2024, contre 9 % pour le gouvernement, sans que ce dernier ait encore publié de chiffres officiels.

L'inflation termine l'année à 85% selon l'OVF

L'Observatoire Vénézuélien des Finances, organisme indépendant, a indiqué que le taux d'inflation annuel s'élevait à +85 % pour 2024.

En décembre, le taux d'inflation mensuel aurait atteint +14,8 %, contre 12,5 % en novembre. Tous les secteurs ont connu des augmentations significatives : alimentation (+16,4 %), habillement et chaussures (+15,5 %), équipements ménager (+17,2 %), communications avec (+20 %), et restaurants et hôtels (+26,5 %). Au niveau régional, l'Etat fédéral ayant le taux d'inflation annuel le plus élevé est l'Anzoátegui avec 96 %, suivi de Nueva Esparta (86 %), Zulia (84 %) et la zone métropolitaine de Caracas (80 %).

L'inamovibilité du travail se proroge de 24 mois

En vertu de la loi organique sur le travail, **le président Maduro a renouvelé le décret interdisant tout licenciement pour deux ans.**

Le décret 5.070 entre ainsi en vigueur le 1^{er} janvier 2025 pour prendre fin au 31 décembre 2026 et a pour but de garantir la stabilité de l'emploi des travailleurs dans les secteurs public et privé.

Le gouvernement proroge l'exonération de droits de douanes et de TVA jusqu'au 31 mars 2025

Un décret proroge jusqu'au 31 mars 2025 le **régime d'exonération de droits de douanes sur les importations et de TVA pour 3 148 catégories de produits, soit un nombre de catégories élargi à 748 nouveaux codes tarifaires** supplémentaires par rapport à l'ancien décret.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2024 p	2024 p			2024 p.	2024 p.			Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	17,96	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,796	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,46	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota. jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE,, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)